

Année académique 2007 / 2008

GLOBALISATION

Rapport final : "La Corée du Sud"

Jean-Charles BICHET
Guillaume BILLIARD
Priscilla BOKANOWSKI
Maude BLANVILLAIN
Diane BLOHORN
Frédéric BONIFASSY

SOMMAIRE

<u>INTRODUCTION</u>	p.3
<u>I. Quels facteurs ont permis aux pays d'Asie et la Corée du Sud de s'intégrer dans l'économie mondiale ?</u>	p.5
- Le développement de l'axe transpacifique	p.5
- La mobilisation des ressources par l'Etat	p.5
- La Corée du Sud : une progression fulgurante	p.6
- Le repositionnement de son industrie	p.6
- Des dysfonctionnements de longue date	p.7
<i>SOURCES</i>	
<u>II. La stratégie de la Corée du Sud</u>	p.9
- La stratégie économique, politique et sociale de la Corée du Sud	p.9
▫ Economie	
▫ Politique	
▫ La Corée a misé sur le capital humain	
- Les modifications de la société sud coréenne	p.15
- L'urbanisation de la population	p.15
- Conclusions	p.17
<i>SOURCES</i>	
<u>III. Les points négatifs de la stratégie de la Corée du Sud</u>	p.19
<i>SOURCES</i>	
<u>IV. Les points positifs de la stratégie de la Corée du Sud</u>	p. 24
- Corée du sud et demande extérieure	p.24
- Efficacité des politiques de restructuration du secteur bancaire et financier	P.25
- Politique de promotion de l'innovation et des petites et moyennes entreprises	P.26
- Politique extérieure : politique d'ouverture ?	P.26
<i>SOURCES</i>	
<u>CONCLUSION</u>	p. 29

INTRODUCTION

Généralement, la mondialisation ou la globalisation est un phénomène qui transforme les pays, les marchés, les politiques et les lois nationales et internationales. Les entreprises entrent dans cette situation de globalisation lorsqu'elles décident de pénétrer un nouveau marché. Concernant les pays, elle est synonyme d'implantation de plusieurs entreprises ou filiales ou succursales, emmenant des nouvelles connaissances, des nouvelles technologies, des nouvelles cultures mais aussi de nouvelles techniques de travail.

Avec ce phénomène, le monde a changé et les plus puissants pays ou région (Triade) investissent dans les pays en voie de développement. Parmi ces pays, la zone asiatique est particulièrement touchée.

La République de Corée est intéressante sur plusieurs points. C'est un pays dont les capitaux, les hommes et l'information circulent librement, avec une porte ouverte sur l'économie et sur les échanges socioculturels ; un pays où les personnes peuvent vivre paisiblement grâce à l'ouverture d'esprit ; un pays qui concentre la connaissance et la recherche accueillant beaucoup d'étudiants étrangers ; un pays géré par un gouvernement éclairé et des règles de travail qui satisfassent les standards traditionnels ; un pays respecté par la communauté internationale pour sa capacité à aider les autres nations et à résoudre les conflits internationaux.

La République de Corée est classé 32^{ème} sur les 61 pays de l'Index de la Globalisation.

La République de Corée veut atteindre ses objectifs et devenir un pays ouvert où il fait bon y vivre. La difficulté vient du fait que l'économie coréenne est dominée par ceux qui considèrent que l'ouverture du marché est la silhouette de la capitulation face aux pressions venant de l'extérieur et face à ceux qui pensent que seuls les exportations sont bénéfiques dans l'économie à l'instar des importations.

Les étrangers ne considèrent pas la Corée comme un pays ouvert et où la vie est agréable. Le résumé des investissements étrangers en Corée a été estimé à 13.9% en 2004. C'est beaucoup moins que les 101.1% de la Grande Bretagne, les 29.8% des U.S.A et les 17.3% de la Chine.

Comme pour tous les statuts internationaux des pays, il est difficile de dire que la Corée est mieux positionné que le Mexique, par exemple, qui a un pourcentage d'investissement plus faible, ou que l'Australie ou les Pays-Bas. En fait, la Corée est toujours placé derrière certains groupes de pays formant des entités économiques comme les zones de Libre échange.

La Corée prévoit d'augmenté son indice d'aide au développement jusqu'à 0.08% avant 2008. Le Test d'Anglais dans un Pays Etranger (TOEFL) a placé la Corée en 93^{ème} position sur 147 pays en 2003 et en 2004.

Tous ces paramètres jouent en défaveur de la classification de la Corée dans l'Index de Globalisation, à cause de sa maigre 32^{ème} place. En d'autres termes, ils ont encore une longue route à suivre.

La Globalisation, pour « booster » la flexibilité et la transparence de l'économie coréenne.

Quelles possibilités offrent la Globalisation à la Corée ? Premièrement, ça aidera le système économique coréen à se développer. La Globalisation améliore la structure économique et les pratiques commerciales. Elle augmentera la flexibilité et la transparence de l'économie coréenne, ce qui minimisera les incertitudes futures. La Globalisation est la clé de l'innovation et du développement de la Corée.

La Globalisation permet une hausse de la croissance en Corée.

La globalisation donne une réelle chance de renforcer le potentiel croissance de la Corée. Nous ne pouvons pas espérer une rapide croissance économique sans la globalisation parce que la connaissance et la technologie, les moteurs de la croissance future, ne peuvent pas se développer avec des petits échanges. La globalisation stimule la pénétration et la participation de la Corée dans des sujets internationaux, améliore la richesse nationale et crée de nouveaux emplois.

I. Quels facteurs ont permis aux pays d'Asie de s'intégrer dans l'économie mondiale ? :

- Le développement de l'axe transpacifique :

Après la seconde Guerre Mondiale, les échanges commerciaux se sont développés mais l'intégration des pays d'Asie dans l'économie mondiale a été possible grâce au rôle prépondérant des Etats-Unis. En effet la relation transpacifique s'est considérablement développée pour atteindre le niveau de la relation transatlantique en volume. Pour cela, les Etats-Unis ont développé une forte relation bilatérale avec chaque pays d'Asie et ceci a permis de démarrer le processus de développement. Ensuite le Japon a pris la relève des Etats-Unis en finançant le développement des nouveaux pays industrialisés d'Asie grâce à ces excédents courants et en développant ce triangle de relations commerciales. Enfin, l'ouverture de la Chine sur le commerce mondial et l'internalisation des économies asiatiques ont permis d'essor une amplification des relations entre l'Asie et l'Europe.

Tous ces facteurs ont permis à l'Asie de s'insérer dans le commerce mondial avec une croissance fulgurante des exportations pour atteindre 25 % du commerce mondial en 2000 contre 8 % en 1977. A ceci on peut ajouter une amélioration de la qualité de produits manufacturiers.

- La mobilisation des ressources par l'Etat :

Le miracle du développement asiatique doit aussi beaucoup à la mobilisation des ressources financières par les Etats pour accroître la croissance. La création d'organismes de planification économique a joué un rôle prépondérant pour l'accumulation du capital (Economic Planning Bureau en Corée du Sud). Ce système est aujourd'hui fortement remis en cause car il est trop dépendant des contre-performances.

Tout ceci a contribué à l'essor des pays asiatiques y compris la Corée du Sud. Alors que la Banque Mondiale décrivait une politique économique sage et propice à la croissance, ces éléments n'ont pu empêcher la crise asiatique de 1997 que personne n'avait prévu malgré l'accumulation de facteurs aggravants.

- [La Corée du Sud : une progression fulgurante](#)

La croissance de la Corée du Sud, un des quatre dragons asiatiques, a connu une progression fulgurante ces vingt dernières années pour désormais s'intégrer parfaitement dans l'économie mondiale moderne. Avec un PIB par habitant de 260 \$ dans les années soixante, ce pays était au niveau des pays pauvres d'Afrique et d'Asie. Désormais, il fait face à des pays de l'Union Européenne tel que le Portugal ou encore la Grèce avec un PIB par habitant de plus de 14 000 \$, pour atteindre le 49^{ème} rang mondial en 2004. La République de Corée est désormais la 11ème puissance économique mondiale. Elle totalise aussi un taux de chômage peu élevé de l'ordre de 3,7 %. Pour réaliser cette forte expansion, la Corée du Sud a su repositionner son industrie et se spécialiser même si les faiblesses de longue date n'ont pas été résolues et ont exposé le pays à la crise asiatique de 1997.

- [Le repositionnement de son industrie :](#)

La Corée du Sud est membre de l'OCDE depuis 1996 et représente une économie émergente et ce malgré le fait qu'elle soit une des nations les plus industrialisées de la plaque pacifique. Comme la plupart des pays d'Asie, son insertion internationale fut basée sur une main d'œuvre à faible coût (en 1970, elle représentait seulement 5 % des coûts salariaux américains). Cependant à partir du milieu des années quatre-vingt, la rémunération par salarié a connu une forte augmentation en étant multipliée par cinq entre 1985 et 1996 pour représenter désormais 50% des coûts salariaux américains.

Pour palier ce manque de compétitivité/prix, le pays du matin calme a choisi d'améliorer sa compétitivité structurelle en se positionnant sur la valeur ajoutée apportée par son niveau de développement et ses innovations. Ceci c'est traduit par une augmentation conséquente des dépenses en recherche et développement (2,8% du PIB en 1996 contre 1,2% en 1984) en dépassant les pays industrialisés tels que les Etats-Unis, la France ou encore l'Allemagne. Le nombre de chercheurs a aussi considérablement augmenté depuis le milieu des années 1990 pour se rapprocher de la moyenne européenne, proportionnellement à la population. Enfin, le fait le plus visible et marquant de la progression de la Corée du Sud est le nombre de brevets accordés chaque année puisqu'il croît de 30 % par an depuis le début des années 1990.

Mais la perte du faible coût de la main d'œuvre, avantage comparatif initial et prépondérant de la Corée du Sud, a conduit le pays à une double stratégie. La diversification de son industrie en se spécialisant sur la chimie et l'automobile (aujourd'hui 5^{ème} producteur mondial), secteur à plus forte valeur ajoutée. Mais également une montée en gamme des produits dans lesquelles elle tient à contenir le recul de son avantage comparatif. Le meilleur exemple est celui sa filière textile : la république de Corée a su délaissier la confection de vêtements, industrie dans laquelle elle était spécialisée jusque dans les années 1980, pour concentrer cette masse importante de main d'œuvre a la production de fils et de tissus, filières à meilleure valeur ajoutée. La Corée du Sud est désormais plus spécialisée que l'Allemagne ou l'Italie dans ces productions. On pourrait aussi prendre l'exemple de l'électronique, où la production de produits élaborés tels que les conducteurs (exportation des puces à mémoire à hauteur de 90%, vers les Etats-Unis et le Japon) ou le matériel de télécommunication ont substitué les produits destinés au grand public. Le secteur naval a été aussi prépondérant dans la croissance industrielle du pays pour atteindre le premier rang mondial en 1999.

- Des disfonctionnements de longue date :

Malgré ce repositionnement stratégique qui contribué à l'expansion rapide du pays, la Corée du Sud fait preuve de nombreux disfonctionnements dans son système productif : positionnement dans des secteurs en surcapacité, surendettement, rigidité des structures, dus notamment à l'internationalisation de l'industrie coréenne et de sa dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs. Ces difficultés profondes ont toutes écloses lors de la crise asiatique de 1997 qui a débuté avec la stagnation du Bath voulu par les autorités thaïlandaises et qui c'est ensuite rependu très rapidement à de nombreuses monnaies asiatiques. La situation financière des banques et des entreprises, qui étaient fortement endettées, s'est très vite détériorée. En effet, la moitié des plus grands groupes coréens présentaient un ratio d'endettement supérieur à 400 %. Pour palier ce problème, la Corée du Sud a obtenu des aides financières des Etats-Unis, du Japon et du FMI pour un montant record de plus de 50 milliards de dollars. De plus, la masse salariale a diminué de 40 % entre 1997 et 2000.

L'Etat a fait des efforts pour assainir le secteur bancaire du pays avec notamment la création de la Commission de Supervision Bancaire, mais les pratiques antérieures demeurent toujours et les restructurations sont freinées par une forte pression des syndicats et des dirigeants. La Corée du Sud doit faire désormais un choix de stratégie : continuer sa diversification dans les

activités à valeur ajoutée supérieure et réduire considérablement les activités en surproduction et peu rentable. Mais certains tigres d'Asie tendent aussi vers une montée en gamme, notamment dans le domaine de l'électronique et ceci serait très préjudiciable pour la Corée. De plus, le programme de diversification des importations, initialement créé pour limiter le déficit bilatéral avec le Japon, a été supprimé en 1999 à cause de la diminution importante des barrières douanières.

Malgré tout, l'économie a progressé ainsi que les exportations. Le rééquilibrage continue alors que la balance commerciale extérieure a récupéré plus de 80 milliards de dollars entre 1998 et 2000.

Sources :

- « *La nouvelle hiérarchie des puissances dans la mondialisation au 21ème siècle* »
- « *Qui profite de la restructuration industrielle ? Réflexion sur l'expérience sud-coréenne des années quatre-vingts* », « *Corée du Sud. Le modèle et la crise* »
- « *Mission économique de Corée* », « www.coreedusud.com », « www.amb-coreesud.com »

II. La stratégie de la Corée du Sud

La Corée du Sud est un pays qui a fait preuve d'une grande réactivité et d'une grande adaptation aussi bien d'un point de vue politique qu'économique pour pouvoir bénéficier d'une croissance favorable qui lui a permis de se hisser au 11^{ème} rang mondial.

Il lui a fallu deux générations passer d'une économie de sous-développement à la sortie de la guerre de Corée (1950-1953), à une industrialisation forte. Le volontarisme, l'énergie, le travail, sont des forces issues de sa culture qui ont permis à la Corée du Sud de développer et de bâtir un pays solide capable de s'insérer dans une économie globalisée.

Nous allons donc développer la stratégie que la Corée du Sud a mise en place pour être passée en moins de 40 ans, d'un statut de pays de pauvres à celui de puissance économique.

- [La stratégie économique, politique et sociale de la Corée du Sud](#)

Malgré un environnement instable d'un point de vue politique, sociale et économique, la Corée du Sud est devenue, en un demi-siècle, un pays émergent, industrialisé, démocratique, un des tigres de l'économie asiatique et un acteur important dans la mondialisation. La Corée du Sud est aujourd'hui une nation qui affiche sa modernité, mais qui conserve toutefois ses racines et sa forte identité.

En effet, la Corée du Sud a connu une phase de croissance inégalée avec un produit intérieur brut par habitant égale à celui des pays les moins développés (Cameroun, Indonésie 260\$ par habitant) en 1970, pour arriver aujourd'hui à atteindre un PIB par habitant plus de 20 fois supérieur à celui de la Corée du Nord, et qui se compare à celui de pays comme développés tels que l'Espagne (pays de l'Union Européenne), le Mexique ou le Canada avec 19000\$ par habitant. Par ailleurs, elle connaît aujourd'hui un taux de croissance comparable au pays développés.

Ce succès, obtenu particulièrement dans les années 1980, s'explique d'une part par l'établissement de liens étroits et stratégiques entre le gouvernement et le monde des affaires et, d'autre part, par l'incroyable détermination des Coréens. Par ailleurs cette réussite se traduit plus particulièrement par une très forte intervention de l'état, un soutien financier et technique très important de la part des États-Unis, une réforme agraire radicale, l'application

d'un modèle d'industrialisation par substitution d'importation en substitution d'exportation, l'utilisation permanente de la répression (interdiction de syndicats indépendants), la surexploitation des paysans et des ouvriers et enfin par un progrès social important qui se traduit par plus d'éducation en mettant l'accent sur le capital humain .

- Economie :

Sur le plan économique, les facteurs d'émergence de la Corée du Sud sont multiples.

La Corée du Sud a su développer et exploiter les liens entre le gouvernements et les milieux d'affaires qui ont été source d'opportunité d'un point de vu économique.

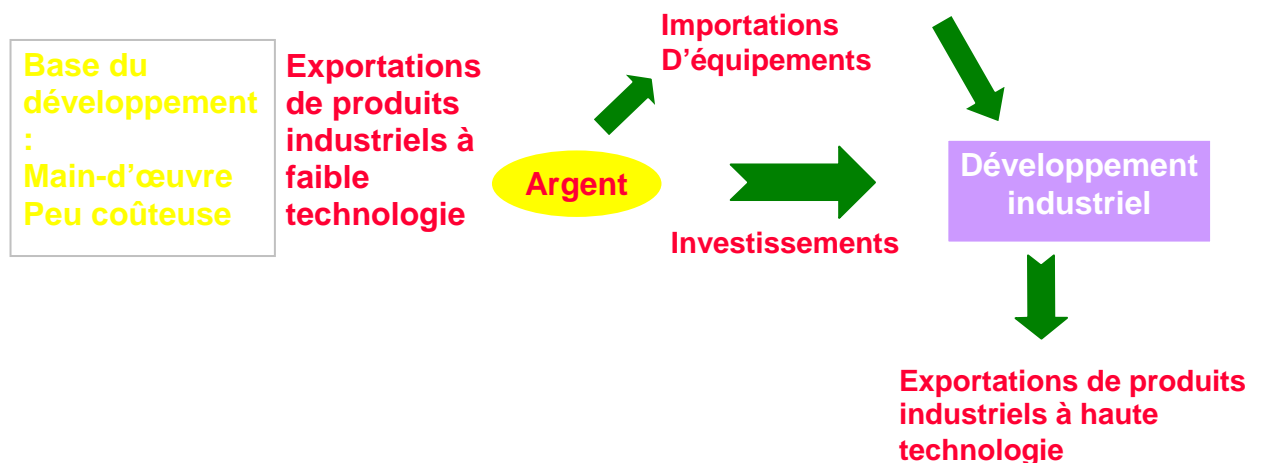
En effet, les importations fut limitées et le financement de certaine économies surveillé. Ces deux critères protectionnistes sont à la base du développement économique du pays.

En 1950, le secteur de l'industrie se développe autour de la production de biens de substitution aux importations, afin de satisfaire les besoins du marché intérieur, notamment dans l'agro-alimentaire et le textile. Ces deux secteurs représentent 55% de la production industrielle. Cette méthode par substitution aux importations consiste à remplacer les importations de produits de consommation par une production dans laquelle le pays a un avantage comparatif fort (une production locale). Les barrières douanières sont donc importantes dans le secteur des biens de consommation mais faibles en ce qui concerne les biens d'équipement. L'état encourage les importations des matières premières et de technologie (spécialité actuelle sud coréenne avec l'électronique) aux dépens des biens de consommation, ce qui favorise l'épargne et l'investissement.

Cela s'explique aussi par une très grande quantité de travail. La Corée du Sud va profiter des profits qu'elle réalise en exportant des produits à faible technologie pour lesquels elle dispose d'un avantage comparatif absolu du à ses bas salaires. En tout premier lieu la Corée du Sud va jouer sur la promotion des exportations en exportant des produits qu'elle sait faire avec comme atout une main d'oeuvre bon marché. Ces exportations vont financer les importations et les investissements qui par la suite se substitueront aux anciennes importations. Cette technique de « remontée de filière » va permettre de passer de la production de bien de consommation à la production de bien à plus forte technologie, à plis forte valeur ajoutée (bien intermédiaire). La Corée du Sud a donc dans un premier temps produit des articles de confection avec des fils et du tissu importés pour ensuite pouvoir les produire et les exporter et enfin arriver dans les année 80 à être concurrencé par des entreprise du monde entier et à

devoir exporter des usines dans des pays où la main d'œuvre est abondante et peu chère et qui se trouve donc au tout début de la filière.

Cette stratégie a fonctionné grâce au protectionnisme et à l'autorité de l'Etat qui va pousser l'industrialisation et imposer des barrières douanières élevées qui seront sources de sécurité pour le développement économique du pays.



Source : <http://preaohg.free.fr/preao/5eme/Sch%E9ma%20sur%20la%20strat%E9gie%20de%20d%E9veloppement%20de%20la.ppt#257,2>, Schéma général

Parlons maintenant des chaebols qui jouent un rôle important dans l'économie du pays. Les chaebols sont de grandes entreprises issues de petites entreprises familiales, qui deviennent par la suite de grands conglomérats. Les chaebols sont apparues en Corée du Sud par la colonisation japonaise. Ces énormes entreprises familiales se sont implantées dans de multiples secteurs de l'économie suivant le modèle des Keiretsu japonais. Elles dominent l'économie et représentent les principaux acteurs de réussite de l'économie sud coréenne.

La réussite de ces entreprises est due à :

- une étroite collaboration et des liens forts avec l'état interventionniste
- un marché intérieur protégé, fermé
- une organisation autour d'une holding jouant le rôle de maison mère
- une forte présence familiale aussi bien au sein de l'actionnariat qu'au management
- une stratégie d'exportation financée par des endettements bancaires que le gouvernement coréen mettait à disposition à de faible taux
- un développement et une implantation sur tout le continent
- une forte pression sociale bénéfique à une main d'œuvre bon marché

Ces entreprises, moteur de la croissance étaient poussées par l'état et profiter d'une population soudée, travailleuse et bon marché qui détenait un fort esprit collectif qui leur a permis de profiter d'un système hiérarchisé de sous traitant. La suite des événements historique tel que la crise asiatique entraînera des réformes importantes pour ces groupes.

- Politique :

Les investissements du gouvernement :

Dès 1960, la croissance était la priorité de la Corée du Sud. Le gouvernement a donc encouragé l'investissement et des subventions d'investissement étaient donc l'extension de crédit aux grands groupes d'affaires a un intérêt réel négatif. En plus des subventions fournies, le gouvernement coréen a aussi joué un rôle beaucoup plus direct, sur le terrain en finançant des investissements privés. Finalement, les entreprises nationales ont joué un rôle très important dans l'amélioration de la rentabilité d'investissement privé dans le pays en assurant que des apports clefs soient disponibles localement pour des producteurs privés en aval. Non seulement les entreprises nationales représentent une grande part de production industrielle et l'investissement dans chaque pays, mais leur importance en réalité accrue pendant les années de décollage des années 1960.

Les alliances

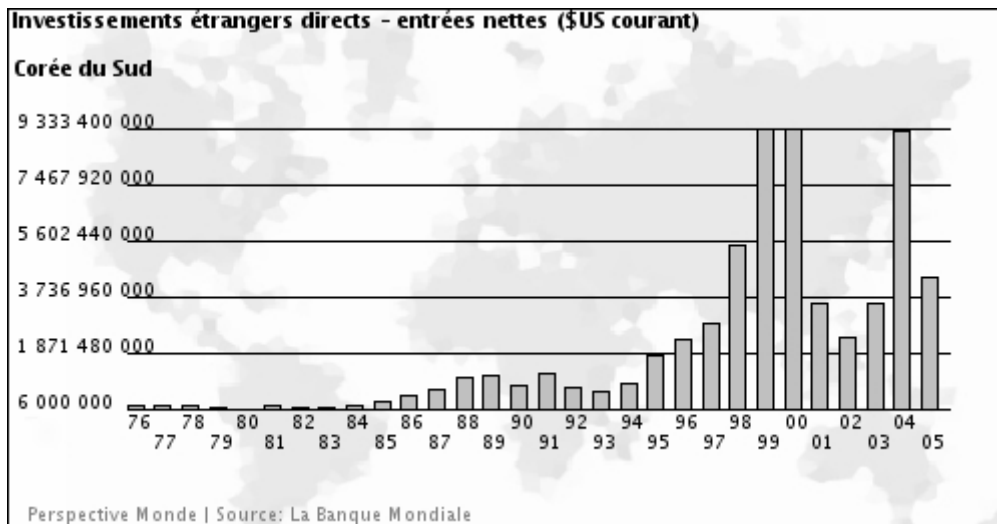
Différentes alliances avec des pays stratégiques tels que la japon, la chine ou encore les Etats-Unis vont marquées la Corée du Sud. Ces pays sont pour elle une source de financement et d'aide technologique importante qui en retour attendent un recul du communisme.

Ces alliances politiques ont des effets positifs notamment avec l'influence américaine basée sur le modèle capitaliste qui pousse l'épargne et l'investissement au premier plan, leur donnant un rôle primordial en tant que facteur d'émergence du pays.

Une réelle aide des Etats-Unis

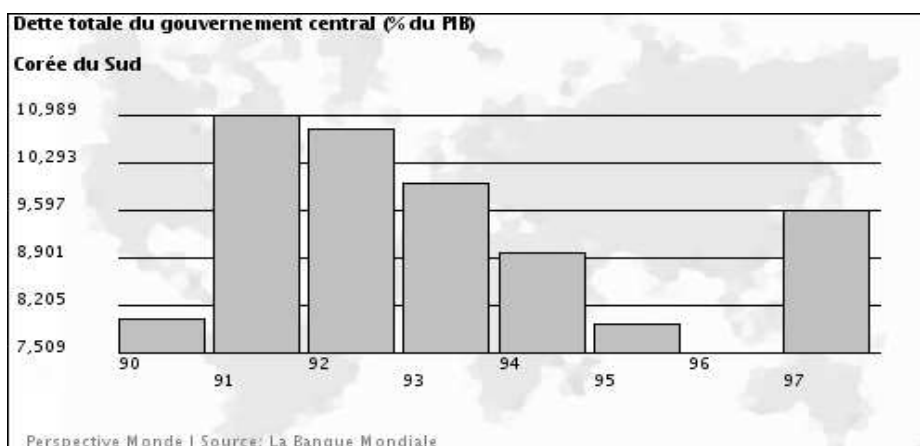
Contrairement à ce qui a été dit, la Corée du sud n'a pas eu recours à l'emprunt auprès de la Banque Mondiale avant 1967 et n'a reçu aucun IDE entre 1945 et 1961. Après cette date

l'emprunt qui a été fait était très modéré. En revanche, les Etats-Unis ont fait une sorte de don de 3100 millions de dollars. Cette énorme somme d'argent représente, par exemple, un tiers de plus que ce que la France a reçu lors du plan Marshall de 1945. Les dons des Etats-Unis représentent, entre 1961 et 1966, 70 % des capitaux entrés en Corée du Sud. Les IDE ne sont que de 2% mais deviennent important qu'à partir de la fin de années 80 au moment même où la Corée a réussi son industrialisation.



La dette de la Corée du sud

Les trois pays les plus affectés par la crise sont la Thaïlande, l'Indonésie et la Corée. Tous avaient une dette bancaire à court terme excédant leurs réserves. Personne n'a été si exposé à la dette bancaire à court terme. De plus, il y a une corrélation proche entre la mesure d'écroulement de monnaie expérimenté par chaque pays et sa proportion de dette/réserves à court terme. Plus un pays a de dettes court terme, plus grande sera la pénalité reçu par les places financières.



- [La Corée a misé sur le capital humain](#)

Paul Krugman, économiste américain et éditorialiste au New York Times, a vivement critiqué la croissance « miraculeuse » des dragons. Pour lui, cette croissance rapide, étant due principalement à une main d'œuvre en masse et à du capital en abondance devait se traduire, par la suite, par une récession, la suite logique de ces économies. C'est tout le contraire qui se produit en Corée du sud. L'investissement dans le capital humain est primordial et cette mobilisation des compétences a été déterminante pour la maîtrise des techniques de plus en plus avancées.

La Corée du Sud, le Japon ou même Taiwan, n'avaient aucune ressource de matières premières comme le charbon ou le minerai de fer. Or aujourd'hui, ces pays ont des industries sidérurgiques extrêmement dynamiques ainsi que des exploitations intensives allant jusqu'à l'autosuffisance en riz.

Comment la Corée du Sud a su s'y prendre pour développer toutes ces industries ?

Elle a investi dans les ressources humaines. Dû à sa stratégie protectionniste au début de sa croissance et par tradition depuis des générations, les coréens donnent une très grande importance à l'éducation. Une grande partie de leur épargne est donc consacrée à l'instruction et à l'acquisition de connaissance. Dès 1953, peu après la seconde guerre mondiale et le conflit entre la Corée du Nord et du Sud, le gouvernement coréen donne la priorité à la formation de sa population. En 1960, 100% des garçons et 90% des filles sont scolarisés à la petite école. De même, dans l'enseignement supérieur où le pourcentage d'étudiants passent de 5% en 1980 à 41% en 1990. Aujourd'hui, il y a plus d'étudiants dans le supérieur en Corée du Sud qu'en France. Depuis 1970, l'autre priorité a été les formations techniques et professionnelles au moment même où les industries à haute intensité techniques ont été mises en place en Corée du Sud. La plupart des ouvriers sont des femmes ont le niveau Baccalauréat. Une loi de 1974 va donc illustrer cette volonté de formation avec une obligation donnée aux entreprises de plus de 500 salariés de former 15% de la main d'œuvre régulièrement.

- [Les modifications de la société sud coréenne](#)

La réforme agraire :

A la sortie de la seconde guerre mondiale, la Corée du sud est encore un pays agraire. Le secteur agricole est très important. La population rurale représente plus de la moitié de la population total sud coréenne.

Les Etats-Unis présent sur le territoire mettent en place une réforme agraire en partenariat avec l'état qui impose une quantité de production pour chaque paysan et exproprie les grands propriétaires japonais sans indemnisations.

Cette réforme menait par un état autoritaire a permit un recul du communisme en permettant aux coréens d'être débarrassés des grands propriétaires japonais mais en les contraignant à travailler pour l'état avec des quotas et un prix très faible ne leur permettant pas de couvrir leur coûts de production.

Cependant, notons que le surplus de production est redistribué sous forme d'alimentation à bas prix à des secteurs sociaux que l'état estime stratégiques : la bureaucratie. De plus, permettre à la population urbaine de s'alimentation permet de garder des coût salariaux faibles et les impôts et taxes payés par les paysans permettent à l'état de financer des infrastructures bénéfique à la communication, à l'électricité et à l'industrie. Voici une phrase de Jean-Philippe Peemans qui décrit le travail en Corée du Sud: *« Il ne s'est agi en rien d'une accumulation vertueuse reposant sur les vertus du marché, mais bien d'une accumulation primitive brutale reposant sur les méthodes les plus coercitives pour fabriquer la "vertu" par la force ».*

Le marché autorégulateur n'existe donc pas avec un état qui fixe les prix, qui est autoritaire avec une grande répression et où les paysans croulent sous les taxes et impôts.

- [L'urbanisation de la population](#)

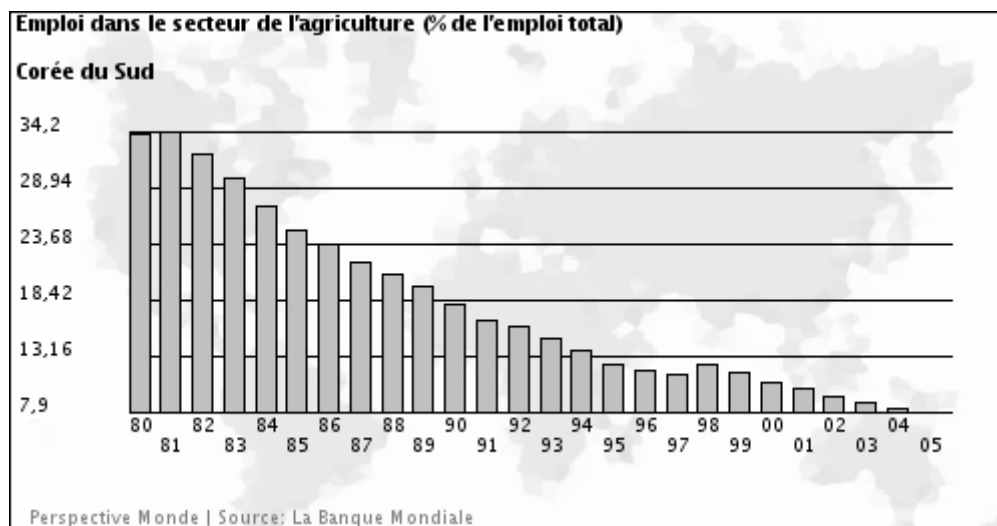
De 1960 à 1980, la société sud coréenne change totalement en voyant son taux d'urbanisation passer en quelques années de 26% à 55% de la population (à titre d'exemple : Séoul, la capitale attend environ les 9 millions d'habitant en 1980) et sa population active se modifier :

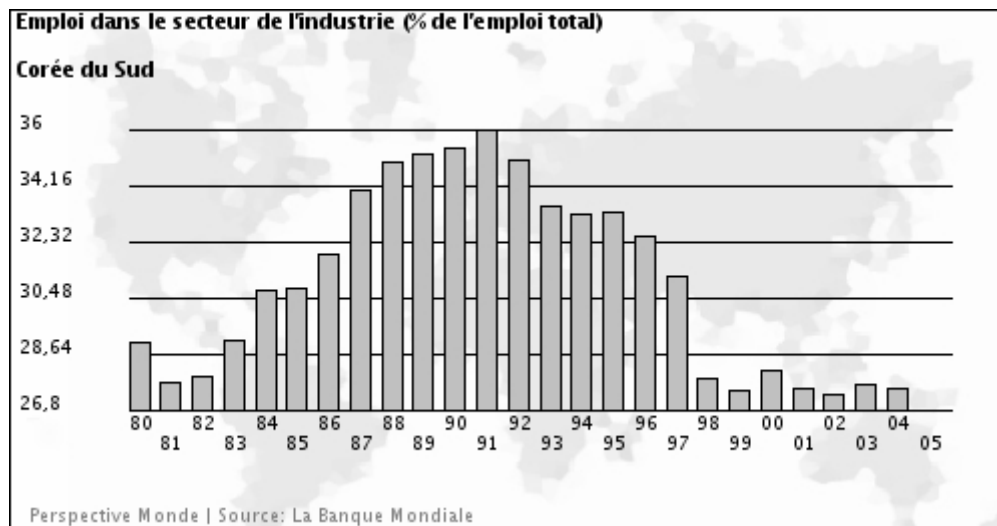
en 1960, 63% travaillent dans l'agriculture, 11% dans l'industrie et les mines et 26% dans les services. Vingt ans plus tard, les proportions sont modifiées de la manière suivante : 34% dans l'agriculture, 23% dans l'industrie et les mines et 43% dans les services. On peut traduire ces modifications par une forte industrialisation du pays.

Le coût salarial faible est un atout majeur pour ce pays car il attire les investisseurs étrangers avides d'une main d'oeuvre abondante et bon marché : en 1980, le coût salarial de l'ouvrier coréen représente le dixième du coût salarial de l'ouvrier allemand, 50% du coût salarial de l'ouvrier mexicain, 60% de l'ouvrier brésilien. La semaine de travail de l'ouvrier coréen est la plus longue dans le monde entier. Il faudra attendre la fin des années 87 pour que les mouvements de contestation se fassent entendre avec la montée d'une classe ouvrière.

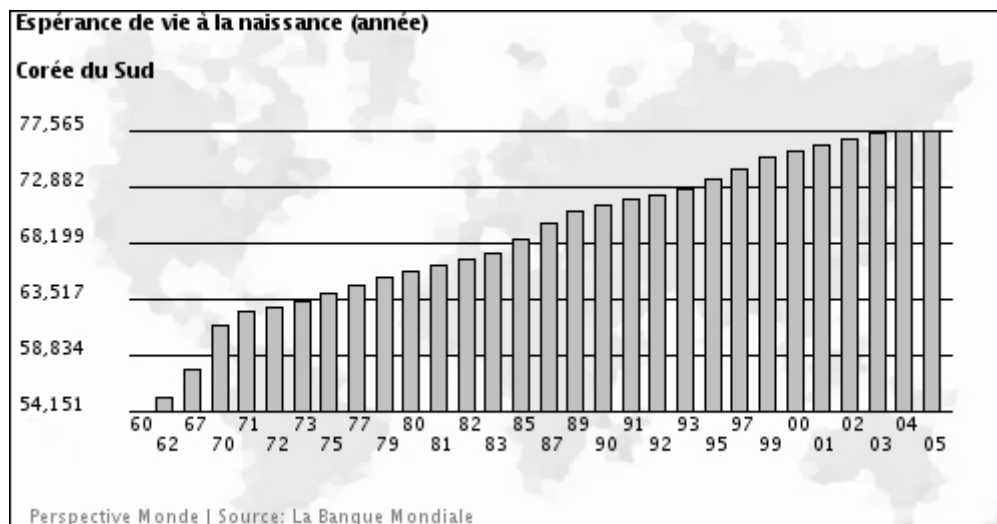
Ce schéma représente la stratégie de la Corée du sud pour atteindre un niveau de production et surtout attirée les investisseurs pour qui le coût salarial bas est un avantage important.

Nous pouvons donc dire que cette structure sociale s'est rapprochée en 1980 de celle des pays industrialisés avec une explosion de l'éducation et donc l'émergence d'emplois qualifiée (ingénieur, technicien).





On pourrait dire enfin que le gouvernement sud coréen a réussi à adapter sa population croissante au monde extérieur avec par exemple l'apprentissage rapide des langues étrangères. Ce qui est une réelle preuve de désir d'émergence sur le plan international. De même, l'indice de développement humain est très encourageant. Il a été en constante croissance sur les 30 dernières années. Il est passé de 0,7 en 1975 à 0,9 en 2004. Cet indice se calcule en étudiant et calculant certains taux comme celui de l'espérance de vie à la naissance, du niveau de connaissance grâce au taux d'alphabétisation et le niveau de vie. La Corée du Sud est donc en très bonne position et suit de très près la France avec un IDH de 0,942.



- Conclusions :

La réussite de la Corée du Sud s'exprime surtout en terme de croissance. Cette croissance s'est traduite par une amélioration du bien être de la population, par une formation plus intense de

la population (augmentation du niveau de l'IDH), des réformes au niveau économique, politique et sociale et le tout dirigé par un état autoritaire présent à tous les niveaux.

Nous pouvons donc conclure en disant que la Corée du Sud a réussi son pari et que la théorie libérale de l'autorégulation du marché n'a pas eu sa place dans cette stratégie mais que la protection de l'Etat et une mobilisation des compétences et des potentiels fut pour cette économie signe de développement et d'ascension.

Sources :

- *Infomag, revue de la Chambre européenne de commerce en Corée, n° 74, juillet 2007, p. 16*
- *<http://www.missioneco.org/Coree/infopays.asp>*
- *http://www.missioneco.org/Coree/documents_new.asp?V=1_PDF_136753*
- *<http://asiiep.free.fr/coree/corsud.html>*
- *<http://www.monde-diplomatique.fr/index/pays/coreedusud>*
- *http://webetab.acbordeaux.fr/Etablissement/SudMedoc/ses/2001/cours/oi_mondialisaiton/strat_ci_ped.htm*
- *<http://www.cadtm.org/spip.php?article1810>*
- *<http://www.exporter.fr/coree/coree.htm>*
- *http://fr.wikipedia.org/wiki/Cor%C3%A9e_du_Sud*
- *<http://perso.orange.fr/bac-es/economie16.html>*
- *<http://www.ac-versailles.fr/PEDAGOGI/SES/Reserve/pages/strateg.htm>*
- *http://assoc.orange.fr/france-coree/economie/coree2001_chaebols.htm*
- *<http://sources.asie.free.fr/espace/org-amis/francecoree/francecoree.html>*

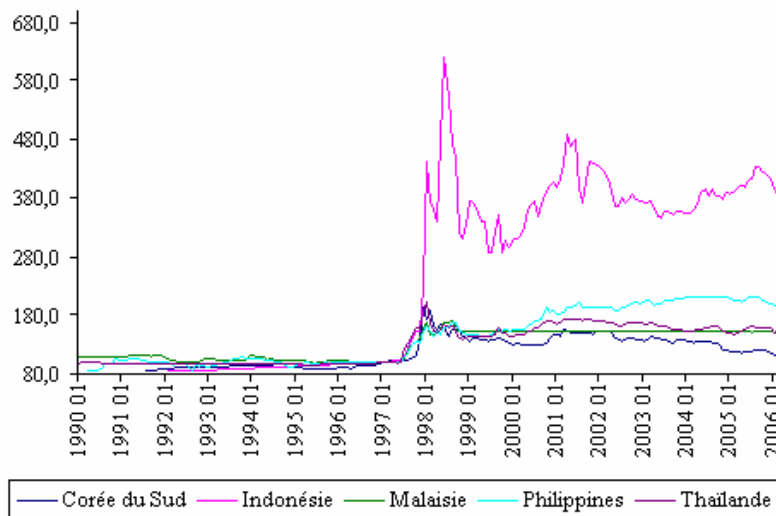
III. Les points négatifs de la stratégie de la Corée du Sud

Les moyens ayant conduit à l'intégration de la Corée du Sud dans l'économie mondiale eurent bien évidemment des répercussions sur son économie. Et, en toute logique, sa dépendance l'a rendu sensible aux fluctuations mondiales.

Ainsi le choix du recours accru aux financements internationaux, fut dans un premier temps vecteur de succès pérennisant un taux de croissance de 8%, mais très vite se révéla cause de la crise bien connue sous le nom de crise Asiatique. Cette dernière fut le reflet de la vulnérabilité des choix Coréens liés aux moyens mis en œuvres pour son développement économique : Un surinvestissement portant sur des secteurs en surcapacité, et ceci, permis par un endettement extérieur démesuré et une faiblesse de la réglementation prudentielle. En effet, tous comme ses voisins Asiatiques, la Corée n'a pas su prendre les mesures adéquates afin de se protéger des risques liés à la libéralisation financière. L'absence de contrôle des prêts a contribué à l'accumulation de créances douteuses. Dans un même temps, l'optimisme des investisseurs étrangers séduit par le « miracle Asiatique » porteur de rendements élevés, a conduit à un afflux massif des capitaux étrangers vers la Corée. Il va de soit que dès lors que les investisseurs étrangers eurent vent de l'importance du volume des créances douteuses en Corée (et de ses pays voisins), on assista à un lourd reflux des capitaux affectant sévèrement l'économie Coréenne. L'imbrication des économies Asiatiques à l'économie mondiale entraîna des réactions en chaîne dont les conséquences furent immédiates. La monnaie Coréenne ancrée au Dollar fut dévaluée à la suite de la dévaluation du Bath, pour ne pas perdre en compétitivité. Ce comportement fut adopté par l'ensemble des autres pays rendant la contagion de la crise irrémédiable.

Taux de change de diverses monnaies d'Asie orientale par rapport au dollar

(janvier 1997 = 100 ; fin de mois)



(Source : OCDE)

Les conséquences d'une telle crise furent bien évidemment lourdes pour la Corée : La production industrielle chuta de 7% et le chômage tripla mais ceci sans en altérer sa capacité productive.

La prise de conscience de ses faiblesses structurelles fut dès lors inévitable et des mesures furent aussitôt prises. Une politique mêlant intervention de l'état et libéralisme fut adoptée. Tout comme la crise fut internationale, la gestion de la crise se fut de façon internationale, notamment par le rôle joué par le FMI dans la mise en place de réforme de l'économie Coréenne.

Si cette crise a permis de mettre en relief les risques liés à une économie trop dépendante de l'économie mondiale, (qui entraîna l'abandon du système du peg avec le Dollar) la Corée n'a cependant pas fait le choix de se recentrer sur son marché extérieur.

Au contraire, son extraversion s'accrut avec un taux d'ouverture à plus de 45%. S'il n'y eut pas d'autres crises semblables à la crise Asiatique, on peut toutefois noter l'épisode de l'e-Krachs d'avril 2000 qui suivit le boom de l'Internet.

(Source : *La nouvelle hiérarchie des nations dans la mondialisation au 21^{ème} siècle*, Alain Nonjon)

De plus, si le risque d'une crise de liquidité semble être éloignée, une des données qui continue de prévaloir et qui constitue une menace est la surcapacité de l'appareil productif pouvant conduire au choix de la déflation à l'image du Japon, mais aussi à la multiplication des conflits commerciaux entre la Corée du Sud et ses partenaires mondiaux. En effet, si des restructurations furent décidées afin de renforcer la compétitivité coréenne, les anciennes pratiques persistent. Il faut noter que sous la pression des syndicats et des dirigeants, ces restructurations ne furent effectives que pour un quart des Chaebols.

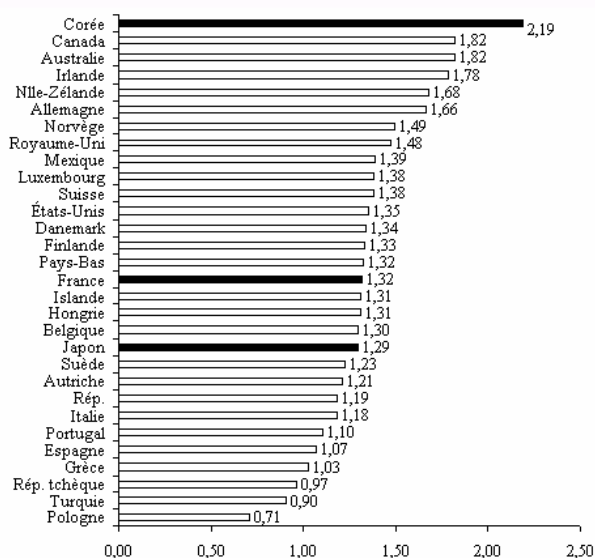
Ainsi un bon exemple caractérisant les problèmes liés à la surcapacité peut être illustré par le secteur de l'industrie navale, secteur important du renouveau industriel de la Corée du Sud. Si en 25 ans la Corée du Sud a su se hisser au premier rang mondial, les stratégies utilisées ne furent pas sans conséquences. En effet, la Corée du sud a fait le choix de tripler la capacité de construction de ses chantiers navals, et ce, sans se soucier du niveau de la demande. Dès lors la distorsion créée entre l'offre et la demande a aboutit à un cassage des prix mettant en péril les relations commerciales entre la Corée du Sud et l'union Européenne, son quatrième partenaire commercial. Alors que l'union Européenne menait une politique de réduction des aides d'Etats accordées aux sociétés de construction navale européennes, l'Etat Sud Coréen prit la décision de libérer de leurs dettes les chantiers navals lourdement endettés sans aucune contrepartie. A cela vint s'ajouter une dévaluation du Won conférant à la Corée du Sud une suprématie incontestable dans le marché de l'industrie de la construction naval.

Ainsi, selon un rapport de la commission européenne de 1999, les chantiers Coréens se permettaient d'envahir le marché mondial avec des prix étant jusqu'à 40% en dessous des coûts de production. Après avoir tenté en vain de parvenir à un accord avec le gouvernement Sud Coréen, la commission Européenne, lassée du non respect de l'accord de l'OMC sur les subventions et de la mauvaise foi Coréenne, publia un rapport sur les pratiques douteuses du gouvernement et le comité des associations de constructeurs navals de l'union européenne déposa une plainte afin d'éliminer les subventions octroyées subtilement à l'industrie navale Coréenne. De plus, l'Union Européenne prit à son tour des mesures pour venir en aide au secteur de la construction navale Européenne et la commission lança à plusieurs reprises des actions contre la Corée dans le cadre de l'OMC. Ainsi l'habitude de la Corée du Sud à produire en surcapacité lui attire les foudres de ses partenaires commerciaux (un autre exemple de conflit peut être donné par le secteur de la sidérurgie..). Sachant que l'Union Européenne est le plus important investisseur étranger avec environ 3 milliards d'euros

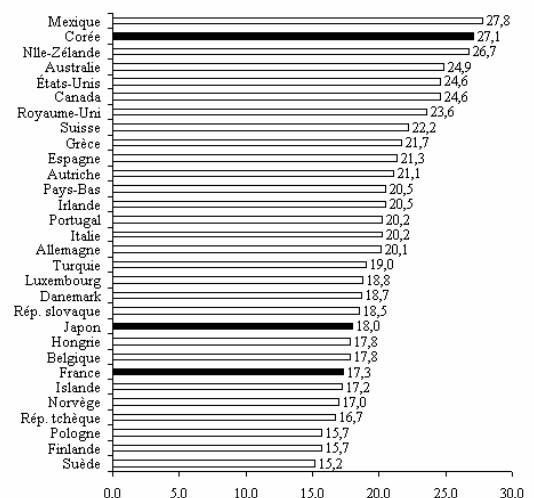
d'investissement par an mais aussi l'investisseur étranger le plus important en terme de total cumulé depuis 1962, on peut dès lors imaginer qu'une rupture diplomatique entre ces deux partenaires pourrait être fort dommageable pour la Corée du Sud. (*Site officiel du parlement Européen et la nouvelle hiérarchie des nations au 21ème siècle, Alain Nonjon*).

Cependant, si la Corée produit en surcapacité dans certains des secteurs de son économie ceci ce fait au détriment d'autres secteur notamment celui de l'agriculture. On peut des lors parler d'une économie inégalitaire ou d'une croissance à deux vitesses. En effet la croissance économique concerne quelques secteurs sur lesquels tous les efforts sont déployés dans le but de rayonner au niveau mondial. Ceci prévaut pour les secteurs des télécommunications (tout particulièrement la fabrication de semi-conducteurs), le secteur naval, l'industrie sidérurgique (6^{ème} producteur mondial d'acier), l'automobile... En revanche dans le domaine des services, la productivité ou la production par travailleur se caractérise par un faible taux. Cette caractéristique distingue d'ailleurs la Corée des autres pays de l'OCDE. Ceci prévaut par exemple pour le commerce, l'hôtellerie, et la restauration. Il est intéressant de noter que ces secteurs emploient pourtant un plus fort taux de travailleurs que les autres pays de l'OCDE pour ce même secteur. (L'hôtellerie représente 25% des emplois en Corée). Ainsi, en Corée plus de 2 travailleurs sont nécessaires pour produire autant dans ces secteurs qu'un travailleur moyen. Au Japon ou en France, environ 1,3 suffisent. (*Source : Le site du sénat et l'OCDE*)

Commerce de gros et de détail, restaurants, hôtels :
part de l'emploi/part de la valeur ajoutée (2002)



Commerce de gros et de détail, restaurants, hôtels : part dans l'emploi total (2002)



(Source : OCDE)

Cette donnée met bien en valeur le fait que ce secteur est vraiment très productif puisqu'il monopolise un fort pourcentage de travailleur et obtient un des plus faible taux de productivité de l'économie Coréenne. C'est aussi le cas pour l'agriculture ou les efforts de l'état pour promouvoir cette activité sont moindres, malgré les mesures protectionnistes afin de protéger le marché du riz, de l'orge et du maïs. Son poids économique ne cesse de décroître au fil des années. Sa part dans le PIB se situe aux alentours de 3,6%. Si des mesures sont prises en matière de développement et modernisation, le secteur agricole reste de type familial et n'emploie qu'environ 9% de la population active. Bien que de type productiviste, l'agriculture de la Corée du Sud n'est pas suffisante. Elle importe 70% de ses produits agricoles (mais est autonome pour le riz, les fruits, les légumes frais.). A cela s'ajoute de faible ressources naturelles et énergétiques, la rendant très dépendante de l'extérieur et très sensible aux variations des prix des matières premières agricoles. (Source : Site du Canada sue l'agriculture et l'agroalimentaire).

Sources :

- *La nouvelle hiérarchie des nations dans la mondialisation au 21^{ème} siècle, Alain Nonjon*
- *Site officiel du parlement Européen et la nouvelle hiérarchie des nations au 21ème siècle, Alain Nonjon*
- *Le site du sénat et l'OCDE*
- *Site du Canada sue l'agriculture et l'agroalimentaire).*

IV. Les points positifs de la stratégie de la Corée du Sud

La crise asiatique a mis en évidence la dépendance de la Corée du Sud vis-à-vis de la santé de l'économie globale. Les conséquences ont été importantes notamment par rapport au taux de chômage, à la production industrielle et sur la politique monétaire, cependant aujourd'hui la Corée est présente dans la plupart des classements réalisés par les institutions internationales toujours plus nombreux et influent. Ces positions flatteuses pour un pays qui dans les années 70 était considéré comme un pays pauvre et qui a essuyé la crise asiatique de 97 montrent bien l'efficacité de certaines politiques qui ont été menées. Ainsi la restructuration du secteur bancaire et financier, la politique de promotion de l'innovation et des petites et moyennes entreprises, et la politique d'ouverture au niveau de l'extérieur soutenue par une demande extérieure importante ont montré leurs efficacités.

Organisation	Title	Ranking
International Monetary Fund/World Bank	Gross Domestic Product (nominal)	12 out of 183
CIA World Factbook	Gross Domestic Product (PPP)	11 out of 227
World Bank	Ease of Doing Business	23 out of 175
World Economic Forum	Global Competitiveness	24 out of 125
United Nations Development Program	Human Development Index	26 out of 192

- [Corée du sud et demande extérieure.](#)

La croissance de la Corée du Sud a toujours été fortement soutenue par la demande extérieure, alors que la demande intérieure est restée faible avec une croissance de 2% même si la consommation des ménages s'est légèrement relevée en même temps que leurs solvabilités se soient améliorées après la crise du crédit à la consommation. Mais la consommation des

ménages ne peut pas influencer la demande intérieure ni par la diminution de l'épargne déjà faible, ni par l'augmentation de l'endettement qui déjà important.

Cependant la Corée a su par les exportations tirer son économie vers le haut, en effet la faible demande intérieure est largement compensé par la demande extérieure (les exportations en 2006 représentaient 325 milliards de Dollar¹).

La demande extérieure a profité de l'essor de l'industrie qui participe à la moitié du PNB. Une industrie qui a su se diversifier (industrie automobile, des composants électroniques, et navale) et profiter des soutiens du gouvernement coréen et des banques. L'industrie coréenne qui fait partie des toutes premières au monde tire ainsi vers le haut la demande extérieure et par conséquent la croissance. L'industrie coréenne a su se développer et devenir très compétitif tout en profitant de l'augmentation des échanges dans le monde. L'industrie coréenne et son rôle dans le monde a largement contribué à la croissance d'un des dragons asiatique, même après la crise asiatique de 1997, alors que la demande interne diminuait. La demande extérieure de la Corée profite de la croissance mondiale, même si son importance rend le pays plus sensible aux chocs externes comme par exemple la crise financière aux Etats-Unis. Cette demande a permis de développer une balance commerciale excédentaire et ainsi de dégager une réserve importante de devises. Cette demande a permis d'accompagner le pays dans les restructurations de certains secteurs.

- [Efficacité des politiques de restructuration du secteur bancaire et financier.](#)

Après la crise financière de 97-98, on a assisté à une restructuration importante du secteur bancaire et financier en Corée. En effet au niveau bancaire cinq banques ont été fermées et 7 autres ont été dans l'obligation de fusionner ou d'accepter des participations étrangère dans leur capitale.

Ces restructurations ont eu pour seul objectif de mettre fin aux pratiques de gouvernances d'avant crise. Ainsi la Corée du Sud s'est dotée d'une institution de surveillance financière, le Financial Supervisory Service (FSS). Cette institution ayant pour objectif l'amélioration de la gouvernance et de mettre le secteur bancaire et financier en conformité avec les normes internationales. Ainsi le secteur bancaire qui a profité des 111 milliards d'euros injectés par

¹ Ambassade de France, Missions Economique

l'état depuis 1998, ont réussi à améliorer leurs gouvernances en passant par exemple de 88 trilliards de wons en 1998 à 15 milliards.

Sur le plan financier, le pays s'est aussi nettement redressé jusqu'à se placé au 5 rang mondial des réserves de devises. La structure de sa dette a aussi évolué, sa dette à court terme ne représente plus qu'un tiers de sa dette totale en 2002.

Cette restructuration réussite a permis de renforcer la présence des investisseurs étrangers qui détiennent maintenant 30% des principales valeurs boursières en 2002. Ainsi ces restructurations qui on permit au pays d'obtenir des meilleurs résultats financiers donne aux entreprises coréennes des nouvelles opportunités pour lever des fonds.

- [Politique de promotion de l'innovation et des petites et moyennes entreprises.](#)

Le positionnement du pays est tourné vers les nouvelles technologies et se veut promoteur des petites et moyennes entreprises. Même si celles-ci ont du mal à se développer, on observe que quelques unes ont réussit en se positionnement sur des niches. Ainsi Pantech, Sunstar ou encore Korteck ont réussi à concurrencer le marché domestique. Même si le pouvoir des Cheabols reste important, les PME réussissent à se développer que ce soit sur le marché intérieur mais aussi sur le marché extérieure. Leurs parts dans les exportations du pays sont passés de 30% dans les années 80 à 42%. De plus ces PME qui se spécialisent sur des niches où l'on produit des biens à forte valeurs ajoutés n'hésitent pas à investir dans la Recherche et Développement, par exemple Sunstar dépense 10% de son revenu dans la Recherche et Développement.

Ces PME doivent leurs débouchés à leurs positionnements mais aussi à la politique extérieure de la Corée qui su se rapprocher de certains pays comme la Chine, le Japon ou encore les Etats-Unis.

- [Politique extérieure : politique d'ouverture ?](#)

Le sujet principal de politique extérieur en Corée du Sud reste la Corée du Nord, mais on observe qu'en même temps que son ouverture économique la Corée a su profiter pour développer ses relations extérieures et les diversifier. En effet la Corée du Nord a tissé un lien

étroit avec les Etats-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale. On peut observer ce lien que ce soit par la présence de 30 000 soldats américain sur le territoire Coréen ou alors par la présence de troupe coréenne en Irak (3eme contingent après les Etats-Unis et la Grande Bretagne). Ce dragon asiatique a aussi su ce rapproché des deux plus grandes puissances d'Asie que sont le Japon et la Chine. Avec le Japon d'un premier temps sous l'impulsion américaine et dans un second temps plus récent avec la Chine, où les premières relations diplomatiques furent crée en 1992. La Corée réussit aussi à diversifier ses relations comme avec la France à l'occasion du 120ème anniversaire de relations diplomatiques établit organisé en 2006, ou comme avec l'Afrique où la Corée s'est engagé à tripler son aide en 2006.

Cette politique extérieure d'ouverture n'a pas été qu'une simple prise de contacte mais a énormément influencé positivement le commerce extérieure et l'image de la Corée. Ainsi la Corée du sud a pu s'imposé sur la scène international. Comme avec son entrée au Nations Unis en 1991 où la Corée participe aux missions de maintient de la paix, ainsi 400 soldats coréens sont présents au Liban. Et comme en Irak où la Corée du sud est présente. Sa politique d'ouverture lui ainsi permis de s'affirmer sur la scène internationale est d'être un acteur incontournable comme le démontre la nomination de Ban Ki Moom au poste de secrétaire général des Nations Unies, mais elle aussi influencé sa politique économique. En effet la relation entre Etats-Unis et la Corée du Sud ne s'arrête pas qu'au niveau militaire (accord de défense et la participation de la Corée au maintien de l'ordre en Irak), la Corée a ainsi signé un accord de libre échange avec la première puissance mondiale. Cet accord permettrai une diminution importante des droits de douanes et permettrai à la Corée d'obtenir un avantage sérieux sur les autres pays exportateurs, même si cet accord doit être approuvé par le parlement américain avant de commencer il est un bon exemple des résultats de la politique extérieure Coréenne. Le rapprochement diplomatique a aussi permis à la Corée de devenir un partenaire commercial important de la Chine. Mais aussi de passer l'ancien occupant, le Japon comme un des principaux fournisseurs du pays. Quant au triplement des aides vers l'Afrique, on peu penser que ce cadeau va de paire avec une volonté de la Corée de développer ses relations économiques avec ce continent qui intéresse déjà le géant chinois.

Ainsi les résultats de cette politique extérieure sont nombreux rapprochement avec ses anciens ennemis Corée du Nord, Japon, diversification des relations extérieures, renforcement de ses relations avec ses alliés. Mais ils sont surtout permis de développer ses relations économiques.

Même si la Corée reste très sensible aux éléments exogènes comme les crises internationales ou encore la santé de l'économie mondiale, elle a su se développer pour devenir une puissance importante et se restructurer pour continuer à attirer les capitaux étrangers.

Economic datas		1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (f)
Real growth	(%, yoy)	8.4	9.0	6.9	4.9	-6.6	10.2	9.3	3.3	5.9	4.0
GDP	(USD bn)	378	453	480	442	320	417	462	422	476	536
GDP/capita	(USD)	8511	10082	10641	9623	6908	8906	9760	8840	9855	11097
Inflation	(%, yoy)	6.2	4.6	4.9	4.5	7.5	0.9	2.3	4.1	3.4	3.8
Unemployment rate	(%)	2.4	2.0	2.0	2.6	6.8	6.3	4.1	3.7	3.5	3.1
Population	(mn)	44.4	44.9	45.3	45.7	46.1	46.8	47.3	47.8	48.3	48.3

International position		1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (f)
Exports	(USD bn)	95	125	130	136	132	144	172	151	162.4	184.1
Imports	(USD bn)	98	135	148	145	93	119	160	141	152.1	173.6
Trade balance	(USD bn)	-3	-10	-18	-9	39	25	12	10	10.3	10.5
Exports growth	(%, yoy)	16	31	4	5	-3	9	19.4	-12.2	8.7	12.25
Current account	(USD bn)	-6.8	-8.5	-23.0	-8.6	40.5	23.8	12.2	8.6	5.4	2.5
Foreign reserves	(USD bn)	26	33	34	21	49	73	96	103	110	124
External debt	(USD bn)	86	115	146	154	160	165	132	120	132	120.5
Exchange rate to USD	(Period average)	803	771	805	951	1398	1189	1145	1285	1275	1225

Sources : BMI, EIU, WMA

On observe ainsi que les effets de la crise asiatique n'ont pas eu raison du dynamisme de la Corée qui a tout de suite retrouvé son niveau d'exportations et une balance commerciale nettement positive.

Sources : - www.hec.fr/eurasia.

- *Missions économiques de l'ambassade de France en Corée du Sud.*

- *OCDE, synthèses et perspectives économiques 2007*

CONCLUSION

En dépit des nombreuses difficultés dont elle doit faire face, la Corée reste un pays qui a su se développer profitant de l'essor de la globalisation.

Nous vivons dans un monde où les barrières et frontières s'effacent petit à petit, sous l'impact de la globalisation. Mais en même temps, de nouvelles barrières se mettent en place d'elles-mêmes : « les nouvelles barrières d'un monde sans barrières ».

La Corée doit simultanément moderniser le cœur de son système et supporter ses initiatives en faveur de la globalisation. Pour une meilleure efficacité, la Corée a besoin d'évaluer ses propres capacités à résoudre les conflits nationaux mais aussi internationaux. Les nombreux conflits internes peuvent, en effet, avoir des répercussions négatives sur le pays et sur les attentes du peuple.

Certains secteurs de la société souffrent inévitablement, durant le processus de globalisation. Le gouvernement doit trouver le meilleur moyen de redistribuer les richesses au peuple pour aider les plus défavorisés. Pour ce faire, il est nécessaire de distinguer ceux qui tirent avantages de la globalisation grâce au recrutement, les apprentissages et les changements de profession et ceux qui ne le méritent pas. Ces efforts aideront la Corée à avancer dans la globalisation grâce au projet « Vision 2030 » et ainsi rattraper son léger retard global.

De plus, le département des Affaires Etrangères Coréen a annoncé la mise en place du troisième meeting Européen, à Bruxelles, afin de traiter des relations économiques entre l'Union Européenne et la République de Corée. Him Han soo, le leader de la Corée, a révélé les attentes de la Corée. Ce meeting sera du « donnant-donnant » et les coréens feront leur possible pour s'aligner sur les standards européens, afin de réduire les plus grosses différences. Séoul a annoncé qu'ils avaient accepté la proposition de l'Union Européenne, qui prévoit de faire baisser les taxes jusqu'à 60% en moins pour tous les produits pendant trois ans.

Si l'accord de Libre Echange entre la Corée et l'Union Européenne est signé par les parties, cela représentera le plus gros contrat commercial jamais signé à ce jour, dépassant de loin celui signé avec les Etats-Unis.